



L'accroissement des résultats 2011 s'accompagne d'une plus grande dispersion

Après avoir augmenté de 78 % en 2010, le résultat des exploitations professionnelles du Réseau d'information comptable agricole des Pays de la Loire poursuit sa progression en 2011, année marquée par la sécheresse du printemps. La hausse est de 19 %, soit 17 % en valeur réelle. C'est dix points de plus que la hausse observée au niveau national. Le résultat moyen atteint 49 600 €, du même ordre que le résultat France entière.

Progression du résultat variable selon les orientations

Dans la plupart des orientations le résultat moyen progresse. Le maraîchage et l'horticulture font exception. Le printemps très sec et chaud a favorisé le développement de ravageurs préjudiciables aux cultures

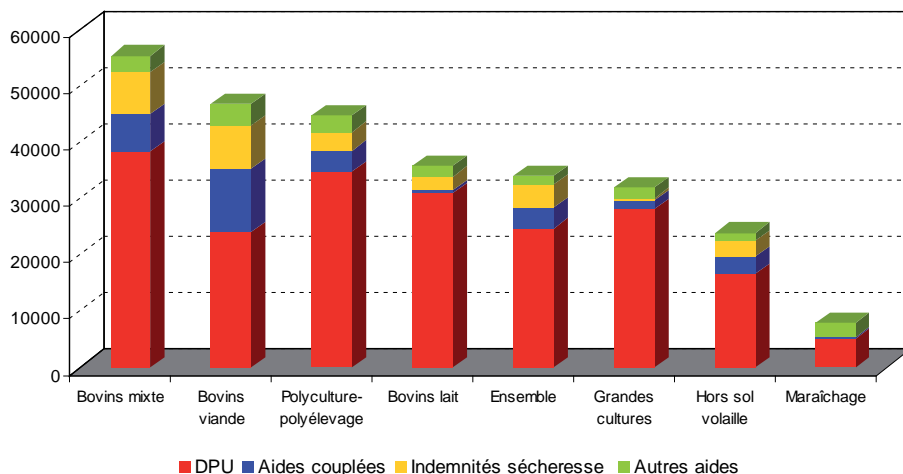
primeurs sous abris, l'été doux et humide a, quant à lui, favorisé le développement de maladies sur cultures. La valeur de la production chute de 13 points en maraîchage et le résultat de 65 %.

La progression moyenne masque des disparités importantes selon les orientations de production. La hausse s'échelonne de 7,7 % en hors sol volaille à 47 % en élevage de bovins viande.

Des aides importantes dans les élevages allaitants : 481 € à l'hectare

Les éleveurs de bovins viande se situent toujours au plus bas de l'échelle avec 29 600 € de résultat. La production augmente en valeur de 9 % en raison de la hausse des cours des bovins consécutive à l'ouverture de nouveaux marchés à l'export alors que les charges d'approvisionnement s'alourdissent de près de 12 %. Ce sont les subventions d'exploitations qui génèrent cette amélioration sensible. Elles s'élèvent à 46 700 € en hausse de 7 000 € par rapport à 2010. Ces aides reflètent les nouvelles mesures mises en place en 2010 pour soutenir l'élevage ainsi que les indemnités enregistrées sur l'exercice comptable 2011 au titre des deux années de sécheresse, 2010 et 2011. Les éleveurs ont ainsi perçu 24 000 € de DPU et plus de 7600 € d'aides sécheresses. Les deux tiers d'entre eux ont vu leur résultat progresser.

34 000 € d'aides perçues en 2011, dont 24 700 € de DPU



Source : Agreste - RICA

NB : en maraîchage le montant des DPU inclut le rappel dû au titre de 2010 les indemnités sécheresse ont été versées au titre de 2010 et 2011

Deuxième année de hausse du résultat pour les céréaliers

Les exploitations céréalières affichent un résultat en hausse de 39,6 %. Le résultat moyen s'établit à 55 350 €. Il se rapproche du résultat national de 58 500 €. L'écart de résultat entre exploitations régionales et nationales s'est resserré de moitié par rapport à 2010. Cette orientation a bénéficié d'une bonne valorisation

des récoltes : la production en valeur augmente de 17 %. Après la flambée des cours sur les marchés des céréales intervenue en 2010, les cours se consolident à des niveaux élevés. Le prix moyen de vente du blé atteint 20 €/le quintal dans la région, en hausse de 30 % par rapport à l'exercice précédent. Si les rendements en blé

chutent de 6 quintaux, en revanche ceux du maïs grain sont très satisfaisants : ils augmentent de 14 quintaux pour atteindre 95 quintaux à l'hectare. En volume, la production de maïs grain augmente de 23 % et les prix de vente constatés progressent de 41 %.

Les éleveurs laitiers dégagent les meilleurs résultats

Les éleveurs laitiers subissent une croissance sensible de leurs coûts de production due au renchérissement des charges en alimentation du bétail (+ 15 %) qui répercute l'envolée des cours des céréales fin 2010. Le poids des charges en énergie s'alourdit également de 20 %. Malgré

tout, le résultat augmente de 19 %. Les éleveurs ont bénéficié d'une conjoncture bien orientée sur l'année 2011. La remontée du prix du lait est notable : + 6,5 %. Le litre de lait est valorisé à 35 centimes d'euros. Les livraisons de lait progressent quant à elles de 7 %. La production

en valeur gagne ainsi 11,5 points. Sept exploitations sur dix voient leur résultat progresser en 2011. Le résultat moyen, 63 000 €, est supérieur de 11 600 € au résultat national.

La dispersion des résultats s'accroît

Les exploitations déficitaires sont moins nombreuses en région qu'en France : 7,3 % contre 8,4 %. Le taux le plus bas est observé dans les exploitations laitières (2,5 %).

Dans les élevages d'herbivores, qu'ils soient spécialisés ou associés à des cultures, la dispersion du résultat est plus forte en région qu'au niveau national. C'est en particulier le cas dans les éle-

vages laitiers et les exploitations de polycultures élevages où les valeurs moyennes observées, plus élevées en région, sont associées à une plus forte amplitude des revenus. L'intervalle interquartile, écart de revenu entre les 25 % d'exploitations aux revenus les plus élevés et les 25 % les plus faibles, est maximal dans l'orientation « grandes cultures élevages » en raison de tailles d'exploitations très hé-

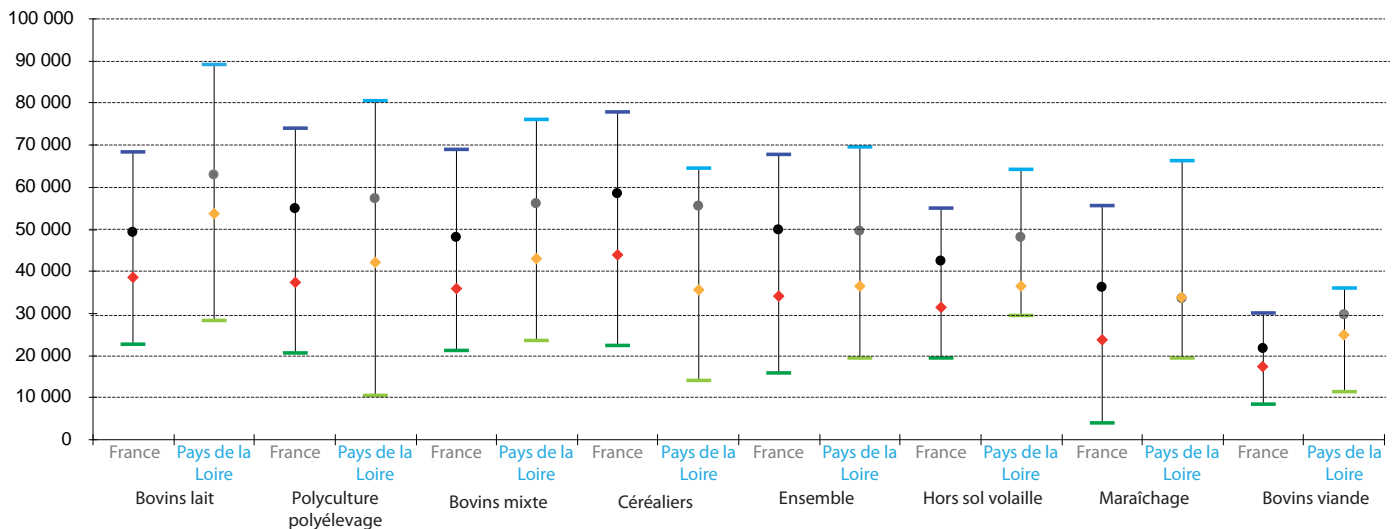
térogènes. Il atteint 70 000 €. La valeur régionale, toutes orientations confondues, est de 50 250 €

A contrario, chez les céréaliers et en maraîchage, la dispersion est moins marquée en région.

L'écart de résultat s'accroît de façon conséquente entre 2011 et 2010 : il est multiplié par deux en région, et stable au niveau national.

Des résultats régionaux plus élevés et plus dispersés dans les élevages d'herbivores

Dispersion du résultat



France Pays de la Loire

Guide de lecture

- 1^{er} quartile : 25 % des exploitations «bovins viande» affichent un résultat inférieur à 11 400 €
- 3^e quartile : 25 % des exploitations «bovins viande» affichent un résultat supérieur à 36 000 €
- le résultat moyen des exploitations «bovins viande» s'établit à 29 600 €
- ◆ la moitié des exploitations «bovins viande» affiche un résultat inférieur à 25 800 €

Source : Agreste - RICA 2011

La capacité d'autofinancement s'améliore

L'épargne brute ou capacité d'autofinancement permet à l'exploitant de faire face à ses dettes et de financer tout ou partie de ses investissements. Elle s'établit à 82 200 € en moyenne régionale en hausse de 11,4 % et supérieure à la moyenne nationale de près de 3 900 €. Cette ressource interne représente près de 61 % des ressources totales de l'exploitation. Près de

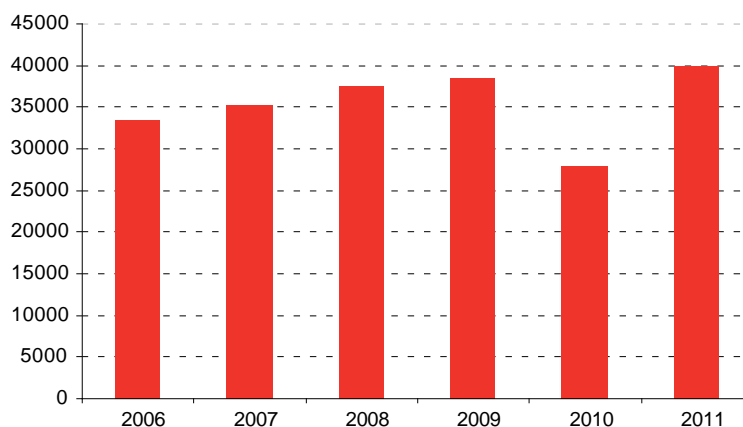
la moitié de l'épargne brute est consacrée à l'autofinancement. La plus forte hausse de la capacité d'autofinancement est observée chez les céréaliers (+27 %), près des deux tiers de cette épargne alimentent leur autofinancement. Les éleveurs laitiers dégagent 91 800 € d'épargne brute, 10 800 € de plus que les céréaliers. Sur cet exercice comptable, ils privilégient les

prélèvements privés à l'autofinancement qui augmentent respectivement de 17 % et 5 %. Leur niveau de prélèvements privés par unité de travail familial dépasse celui, traditionnellement élevé, des exploitations de grandes cultures : 31 810 € contre 25 120 €

Reprise des investissements en 2011

Le retour des investissements, en 2011, compense la chute observée en 2010. La croissance de l'investissement, net des cessions, atteint 30 % en moyenne régionale. L'investissement atteint 39 900 € contre 29 400 € en France et emploie 30 % des ressources de l'exploitation. L'investissement régional est composé à 51,3 % d'acquisitions de matériel et d'outillage, et à 35,4 % de bâtiments et d'installations spécialisées. Il est inégalement réparti : un quart des exploitants a investi moins de 3 100 €. Les exploitations avicoles sont les investisseurs les plus importants avec 61 700 €. Dans cette orientation, l'investissement est essentiellement le fait des très grandes exploitations, à plus de 500 000 € de produit brut. Elles représentent 26 % des exploitations de l'enquête et cumulent plus de 83 % des investissements de ce secteur. Les exploitations laitières ont investi en moyenne 44 000 €. Un quart d'entre elles a investi pour moins de 12 000 €, alors que le quart supérieur a réalisé un niveau

En 2011, l'investissement net des cessions frise les 40 000 €



Source : Agreste - RICA

d'investissements cinq fois plus élevé dépassant les 60 400 €

Ce retour des investissements qui couvre largement les dotations aux amortissements, modifie le niveau de l'actif des exploitations. A la clôture 2011, l'actif de l'exploitation agricole s'apprécie de 4,5 % et atteint 410 250 €. Cette hausse est due à l'augmentation de 4,3 % des

immobilisations qui représentent 62,2 % de l'actif. L'actif circulant s'apprécie de 4,8 %, la valorisation des stocks progresse de 8 %. Les exploitations laitières mobilisent un actif moyen de 393 600 € dont 68,3 % correspond à de l'actif immobilisé, pour une référence laitière moyenne de 377 000 litres.

L'endettement reste élevé en région

En 2011, l'autofinancement des exploitations ligériennes côtoie les 38 000 € (+ 17 %). L'endettement moyen progresse de 3 % pour atteindre 209 800 € 26,7 % des dettes sont exigibles à court terme. L'appréciation de l'actif compense l'aug-

mentation des dettes : le taux d'endettement diminue de 0,6 point. A 51 %, c'est un taux qui demeure élevé, supérieur de 10 points au taux national. Les exploitations laitières affichent un taux d'endettement plus modéré (47,6 %) malgré la

hausse de 2,4 % enregistrée sur l'exercice. Le taux reste très élevé dans les exploitations spécialisées dans l'élevage de granivores : 63,3 %.

Méthodologie

Europe : le Réseau d'Information Comptable (RICA) est une opération communautaire de recueil d'informations comptables individuelles. Réalisée dans les 27 états membres selon des définitions et des règles communes, elle permet de comparer les résultats obtenus pour les différents types d'agriculture européenne. Cette analyse micro économique est réalisée auprès de 85 000 exploitations agricoles représentatives de près de cinq millions d'exploitations agricoles européennes.

Nouvelle typologie : la réforme de la politique agricole commune de 2003 instituant le découplage des aides liées à la production a conduit à abandonner le concept de marge brute standard (MBS) au profit de la production brute standard (PBS), pour la classification des exploitations. La nouvelle typologie européenne des exploitations agricoles s'applique depuis la diffusion des résultats 2010 du RICA.

Le champ couvert est constitué des moyennes et grandes exploitations qui sont classées selon leur spécialisation : l'orientation technico-économique (OTEX). Ce classement se fait à partir des PBS : une exploitation est spécialisée dans un domaine si la PBS de la ou des productions concernées dépasse les deux tiers du total.

Les résultats 2011 du RICA ne peuvent être rapprochés de résultats antérieurs publiés sous l'ancienne nomenclature.

France : l'échantillon observé en 2011 regroupe 7 410 exploitations. Le champ couvert correspond aux 308 100 moyennes et grandes exploitations assurant 95 % de la production agricole.

Pays de la Loire : l'échantillon de 460 exploitations permet d'obtenir des résultats représentatifs régionalement pour les principales orientations technico-économiques. Il couvre un champ de 25 000 exploitations.

Les comparaisons interannuelles sont réalisées sur un échantillon constant et exprimées en valeur courante. Les données présentées ici sont des valeurs moyennes par exploitation.

RCAI : le **résultat courant avant impôt** est la différence entre les produits et les charges courantes. Il exprime une forme de revenu familial (les charges sociales de l'exploitant ne sont toutefois pas déduites) qui doit permettre de rémunérer le travail non salarié et les capitaux propres.

RICA : résultats économiques des exploitations des Pays de la Loire en 2011 Moyennes par exploitation

	Toutes exploit.	Céréales, oléoprotéagineux	Marai-chage	Bovins lait	Bovins viande	Bovins mixte	Aviculture	Polyculture et polyélevage
Nombre d'exploitations représentées	24 984	1 994	437	5 701	3 281	1 615	2 927	3 038
Caractéristiques physiques								
Surface agricole utilisée (en ha)	86,2	102,0	33,0	94,5	96,9	126,0	60,3	114,8
dont : SAU en fermage	77,2	80,6	30,6	87,0	83,4	117,5	54,4	104,5
Effectifs animaux (en UGB*)	156,4	10,7	0,8	101,2	127,4	182,2	454,0	117,9
Nombre d'UTA **	2,2	1,2	7,6	2,0	1,4	1,9	1,7	2,4
dont : UTA non salariées	1,7	1,1	2,8	1,8	1,3	1,9	1,5	1,7
Financement et éléments du bilan (en milliers d'euros)								
Fonds de roulement	86,1	94,6	83,4	71,5	70,5	127,2	65,6	105,2
Capacité d'autofinancement	82,2	81,1	91,5	91,9	48,9	100,6	86,4	98,3
Autofinancement net	38,0	52,5	20,6	33,7	26,9	54,8	30,5	54,8
Actif immobilisé	274,1	175,1	252,1	286,1	237,5	423,3	291,8	319,0
dont : Capital d'exploitation	248,8	125,8	240,7	264,6	207,1	392,2	273,3	287,1
Actif circulant	134,0	114,9	163,6	105,1	98,2	184,9	138,2	163,1
dont : stocks	77,3	63,8	39,0	54,7	68,3	120,7	75,1	82,4
Capitaux propres	200,9	176,0	122,8	206,5	216,9	290,0	159,3	224,5
Endettement total	209,0	115,4	296,3	186,9	119,6	320,9	273,5	259,6
Soldes intermédiaires de gestion (en milliers d'euros)								
Production de l'exercice (nette des achats animaux)	239,7	149,3	419,2	201,9	93,1	235,0	391,3	253,7
+ Rabais, remises, ristournes obtenus	0,7	0,7	13,4	0,2	0,1	0,2	0,3	1,1
- Charges d'approvisionnement	104,6	47,2	118,7	66,5	41,9	90,3	251,2	99,4
- Autres achats et Charges externes (n.c. fermage)	57,6	35,3	113,9	58,4	32,7	74,3	59,7	67,0
= Valeur ajoutée hors fermage	78,1	67,5	200,0	77,2	18,6	70,6	80,8	88,3
+ Remboursement forfaitaire TVA	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
+ Subventions d'exploitation, Indemnités assurances	35,3	32,8	8,8	36,6	47,7	57,4	25,8	46,7
- fermage	10,7	12,7	12,4	10,8	9,9	13,1	6,7	14,0
- Impôts et taxes	2,3	2,3	2,1	2,1	1,5	2,6	2,2	2,9
- Charges de personnel	12,0	0,6	95,9	2,6	2,2	1,0	3,9	12,5
= Excédent brut d'exploitation	88,4	84,8	98,4	98,3	52,7	111,3	93,7	105,7
+ Transferts de Charges et Autres produits de gestion	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,4	0,2
- Dotations aux amortissements	32,3	25,7	58,1	29,0	19,3	44,1	37,9	40,8
= Résultat d'exploitation	56,3	59,2	40,4	69,5	33,5	67,3	56,1	65,2
+ Produits financiers	0,5	0,5	0,9	0,5	0,1	0,4	0,4	1,1
- Charges financières	7,2	4,3	7,9	7,1	4,0	11,5	8,6	9,0
= Résultat courant avant Impôts	49,6	55,3	33,5	63,0	29,6	56,2	48,0	57,3

Source : Agreste - RICA 2011

* UGB : Unités gros bétail : 1 UGB équivaut à une vache laitière ; un ovin correspondant à 0,15 UGB.

** UTA : Unité de travail annuel. 1 UTA équivaut à la quantité de travail agricole fournie par 1 personne occupée à plein temps pendant une année.



Direction régionale de l'alimentation,
de l'agriculture et de la forêt des Pays de la Loire
Service régional de l'information
statistique et économique
5 rue Françoise Giroud - CS 67516 - 44275 NANTES cedex 2
Tél. : 02 72 74 72 40 - Fax : 02 72 74 72 79
Mél : srise.draaf.pays-de-la-loire@agriculture.gouv.fr
Site internet : www.draaf.pays-de-la-loire.agriculture.gouv.fr

Directeur régional : Vincent Favrichon
Directrice de la publication : Patricia Bossard
Rédacteur en chef : Jean-Pierre Coutard
Rédaction : Chantal Delacourt
Impression : SRISE à NANTES
Composition : Bénédicte Guy
Dépôt légal : à parution
ISSN : 1956 - 7499
Prix : 2,50 €